

Les droits LGBTQI+ dans l'UE

Depuis le traité d'Amsterdam de 1999,

L'article 21 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne



Bien que la législation relative aux droits LGBTQI+ demeure limitée, des avancées continuent d'être réalisées et des initiatives sont en cours pour **combattre diverses formes de discrimination au sein de l'UE**, en particulier pour les personnes transgenres et intersexes qui rencontrent des défis spécifiques.

L'Union européenne a obtenu des compétences pour combattre la discrimination liée à l'orientation sexuelle.

Interdit toute forme de discrimination « fondée notamment sur le sexe, la race, la couleur, l'origine ethnique ou sociale, les caractéristiques génétiques, la langue, la religion ou les convictions, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'appartenance à une minorité nationale, la richesse, la naissance, le handicap, l'âge ou **l'orientation sexuelle** ».



Un cadre juridique commun vs. législation des États membres

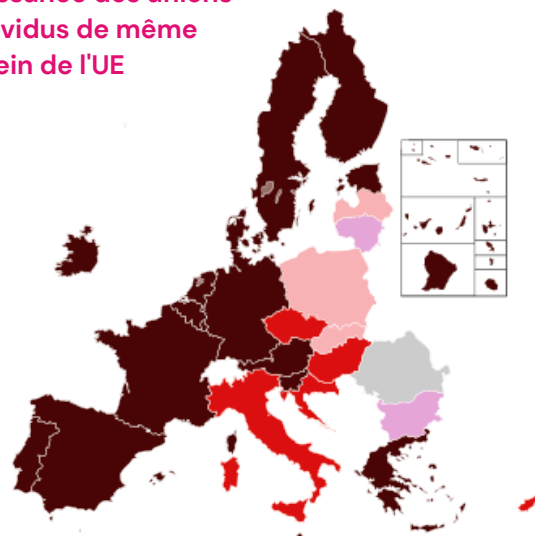
L'Union européenne **n'a pas de compétence en matière de statut matrimonial et de droit de la famille**, ce qui crée des **disparités** entre les citoyens LGBTQI+ des différents États membres, qui ne disposent pas des mêmes droits en matière de mariage et de constitution de famille.



En 2019, **43 %** des Européens LGBTQ ont rapporté avoir été victimes de **discriminations** en raison de leur **identité LGBTQ** au cours de l'année précédente.

Source : Agence des droits fondamentaux

Reconnaissance des unions entre individus de même sexe au sein de l'UE



Source : Wikipédia

- Mariage
- Unions civiles
- Reconnaissance nationale restreinte (cohabitation)
- Mariages étrangers acceptés pour la résidence
- Non acceptés

Les quatre piliers de la stratégie de l'UE pour l'égalité des personnes LGBTQ+ (2020-2025)

☐ Lutter contre la discrimination envers les personnes LGBTQ+

☐ Assurer la sécurité des individus LGBTQ+

☐ Construire des sociétés inclusives pour les personnes LGBTQ+

☐ Mener l'appel en faveur de l'égalité LGBTQ+ à l'échelle mondiale.

Droits des personnes transgenres et intersexes

Il est crucial de considérer les droits des LGBTQI+ au-delà de l'égalité du mariage, en incluant également les personnes trans et intersexe, souvent exclues des protections offertes par les cadres juridiques actuels.

